

Cultures différentes, évolutions similaires : Histoire foncière et évolution économique aux Philippines et au Sénégal dans une perspective comparative *

三 浦 敦*

Atsushi MIURA (Université de Saitama)

1. Introduction

(1) Problématique

Le régime foncier est l'une des bases de l'évolution sociale et économique [Banque mondiale 2003, 1-3]. Ainsi, les gouvernements cherchent-ils à réaliser des réformes foncières pour adapter la société à l'économie globalisée, afin de booster l'économie nationale à travers la généralisation du régime de la propriété privée. Mais la structure foncière restreint également la politique nationale et définit aussi l'itinéraire de la croissance économique.

Cette intervention n'est que le rapport provisoire d'un travail en cours, qui vise à clarifier la nature de l'influence du régime foncier sur le développement économique. Les études menées s'effectuent à travers un examen comparatiste de l'évolution des régimes fonciers dans deux pays en voie de développement : les Philippines et le Sénégal. Ces deux pays relèvent, certes, de différentes aires culturelles. Mais, comme nous le verrons, leurs évolutions socio-économiques partagent certaines caractéristiques similaires. L'examen de ces similarités et de ces différences nous permettra de comprendre les effets du régime foncier sur le développement économique.

(2) Les Philippines et le Sénégal : une comparaison

Les Philippines et le Sénégal présentent un contraste intéressant. La culture philippine d'origine austronésienne de l'Asie du Sud-Est, se caractérise par un système cognatique de parenté ainsi qu'une mobilité certaine de la population. La culture sénégalaise quant à elle d'origine nigéro-congolaise de l'Afrique de l'Ouest, se caractérise par un système lignager de filiation. Chacune de ces sociétés a son propre système foncier, intégré au système social dans son ensemble : les sociétés philippines traditionnelles se structurent sur un système hiérarchique fondé sur le principe des contraintes par les dettes, et les sociétés sénégalaises le sont autour d'un système hiérarchique fondé sur le principe de l'administration par les *lamanes* (chefs locaux). Les Philippines furent colonisées par les Espagnols au XVI^e siècle, alors que les Français ne colonisèrent l'intérieur du Sénégal qu'au XIX^e siècle. Dans les Philippines coloniales, les latifundia se développèrent ; elles sont à l'origine de l'inégalité économique, dont souffre le pays aujourd'hui. Par contre, dans le Sénégal colonial, les latifundia ne se sont pas développés. Les Philippines accédèrent à l'indépendance en 1946 et le Sénégal en 1960 ; et les deux pays adoptèrent des régimes différents : libéral pour l'un,

* みうら・あつし

埼玉大学大学院人文社会科学部研究科教授

Table 1 : Evolution socio-économique des Philippines et du Sénégal

	Les Philippines	Sénégal
Système foncier précolonial	Système basé sur les droits usufruitiers	Système basé sur les droits usufruitiers
Evolution sociale sous la colonisation	Développement du <i>latifundium</i>	Manque de l'aristocratie terrienne
Régime économique à l'indépendance	Régime libéral se concluant sur un échec	Régime socialiste africain se concluant sur un échec
Ajustement structurel	Prêts du FMI prolongés	Prêts du FMI prolongés
Etat économique actuel	Revenu moyen / endettement modéré	Revenu faible / endettement lourd

Table 2 : Indicateurs économiques principaux des deux pays en 2014

	Les Philippines		Sénégal		sources
	Valeur	Classement	Valeur	Classement	
PIB en USD (billion)	284,618	39	15,683	117	2014, FMI
PIB per capita PPP (Intl. Dollar)	6,974	119	2,352	160	2014, FMI
IDH	0.644	112 (moyen)	0.459	155 (bas)	2014, PNUD
Indice Gini	46.0	34	40.3	59	2013, CIA
Indice Démocratie	59.2	50	53.5	66	2014, EIU

Table 3 : Evolution économique pour la période 1970 - 2001 selon les programmes du FMI

Philippines	1976-1980	1981-1983	1984-1985	1986-1988	1989-1992	1993-1997	1998-2000
PIB réel per capita USD aux débuts	403	732	594	535	705	817	970
Taux de croissance PIB	6.1	2.6	-8.0	5.4	3.5	4.9	2.9
Taux d'inflation	12.3	10.9	34.4	5.3	13.0	7.9	6.9
Bilan de transaction extérieure	-5.4	-8.1	-2.1	0.2	-3.4	-4.9	7.9
Bilan financier gouvernemental	-1.3	-3.4	-1.9	-3.5	-2.2	-0.3	-3.7
Sénégal	1976-1978	1979-1983	1984-1988		1989-1993	1994-1999	2000-2001
PIB réel per capita USD aux débuts	450	595	433		674	457	475
Taux de croissance PIB	0.8	4.0	2.1		0.4	4.8	5.7
Taux d'inflation	5.3	10.6	5.0		-0.3	7.8	1.9
Bilan de transaction extérieure	-6.6	-5.9	2.8		-1.8	0.9	-2.5
Bilan financier gouvernemental	-1.4	-6.9	-2.3		-1.5	-0.6	-2.1

socialiste pour l'autre ; de nos jours les performances économiques des Philippines montrent une amélioration certaine alors que celles du Sénégal restent en deçà et sont moins développées.

Malgré ces différences, l'on observe des similarités dans l'évolution sociale de ces deux pays. Le système foncier précolonial était fondé sur le principe de l'usufruit de telle sorte que l'idée de la propriété privée n'était pas développée. Durant l'époque coloniale, malgré la différence d'évolution sociale, dans l'un et l'autre pays, le système de la propriété privée ne s'est pas été généralisé malgré l'effort des gouvernements coloniaux. Au moment de l'indépendance, les deux pays étaient vraiment pauvres. Après l'indépendance, en dépit des différences de régime, les deux pays connurent des déficits budgétaires sans parvenir pour autant à réaliser

de développement économique. Ils se soumièrent, tous les deux, au programme d'ajustement structurel (PAS) en 1980, les prêts du FMI étant prolongés à plus de vingt ans. Si dans chacun de ces pays la réforme foncière a été considérée comme prioritaire pour le développement de l'économie rurale, elle n'a pas encore atteint l'objectif attendu, à savoir la généralisation du régime de la propriété privée.

Enfin, depuis les années 2000, l'écart entre les performances économiques des deux pays se creuse. D'une part, malgré son histoire plus que mouvementée, les Philippines se classent enfin parmi les pays modérément développés. D'autre part, le Sénégal reste toujours parmi les pays les moins développés. Les données statistiques depuis 1990 révèlent que, alors que la performance économique des Philippines en termes de

PIB est supérieure à celle du Sénégal, le premier reste inférieur au deuxième si l'on se reporte à l'indice Gini. Ce fait nous suggère que le fruit de la croissance économique ne se partage aux Philippines qu'à l'intérieur de la classe bourgeoise, tandis qu'au Sénégal la richesse se partage moins inégalement parmi les populations.

Pour examiner ces similarités et différences, nous allons distinguer cinq époques dans l'évolution socio-économique de ces pays (Table 1).

- (1) Epoque précoloniale : systèmes hiérarchiques avec pratique foncière de l'usufruit
- (2) Epoque coloniale : aux Philippines les latifundia se développent alors que le Sénégal restait sans connaître de concentration des terres.
- (3) Epoque post indépendance : les Philippines adoptent un régime libéral alors que le Sénégal opte pour le socialisme dit africain, tous les deux finissant sur un effondrement des finances nationales.
- (4) Epoque du néo-libéralisme avec le PAS : les deux pays ont pour des raisons similaires des difficultés à réaliser l'objectif du PAS.
- (5) Depuis les années 2000 : les Philippines sont devenues un pays à revenu modéré tandis que le Sénégal reste l'un des pays les moins développés.

Les deux pays seront comparés d'une époque à l'autre afin de préciser les relations entre pratique foncière et évolution économique.

2. Système foncier à l'époque précoloniale

(1) Système foncier précolonial des Philippines

L'un des problèmes socio-économiques des Philippines d'aujourd'hui est lié à la grande inégalité économique au sein de la société, dont l'origine remonte à l'époque coloniale. Mais la hiérarchisation de la société date déjà de l'époque précoloniale. A cette époque le système social hiérarchisé était indissociable du régime foncier.

Avant l'arrivée des Européens, les peuples de l'archipel philippin vivaient principalement d'une économie de subsistance. La densité de population étant faible, ils vivaient d'une agriculture itinérante, se déplaçant d'un lieu à l'autre dans les forêts selon les cycles de culture. La terre appartenait à des esprits invisibles. Les êtres-humains avaient seulement les droits d'usufruit, celui de bénéficier du fruit de leur travail [Alcina, 2005: 98-99, Urich, 2003: 159]. Ainsi, les moissons revenaient à celui qui avait travaillé la terre. Quand un paysan avait préparé des champs, il gardait le droit de possession du champ tant qu'il le cultivait; mais une fois qu'il le quittait, il le perdait. S'il installait un système d'irrigation ou des arbres fruitiers, il les possédait tant qu'ils existaient. Ces règles sont communes parmi les peuples de l'Asie du Sud-Est même encore aujourd'hui, et elles furent affirmées dans les *Lois de Malacca*, une compilation des droits coutumiers malais et des droits coraniques, éditée vers 1510 [Khasnor, 1999: 142-143] ⁽¹⁾.

Le droit des paysans était sécurisé par la communauté appelée *barangay*, dont les membres changeaient sans cesse, mais toujours sous la protection du chef de la communauté, le *datu* [W. Scott, 1994:

169-170]. Un *datu* était un noble chargé de protéger son peuple, il affectait les terres aux membres de la communauté, tout cela en contrepartie du tribut que ceux-ci lui présentaient en retour et de leur soutien politique. Cependant un *datu* ne bénéficiait jamais d'un pouvoir aussi absolu que celui que l'on observe chez les rois occidentaux. Ici, s'instaurait une réciprocité entre un *datu* et son peuple, les roturiers : un roturier était redevable envers son *datu* de dettes matérielles pour les terres que le *datu* lui affectaient et dont il assurait la sécurité, de même que de la protection matérielle et spirituelle qu'il lui prodiguait, alors que le *datu* était lui redevable pour le tribut et le soutien politique apporté par les roturiers. La réciprocité s'exprimait en terme de dettes des roturiers envers leur *datu*. Au cas où un paysan ne pouvait régler la dette, il se voyait parfois confisquer sa terre au profit de son *datu*, dont il devenait l'esclave tant qu'il ne s'acquittait pas des prêts concédés [W. Scott, 1994: 167-168].

(2) Système foncier précolonial au Sénégal

L'Afrique de l'Ouest précoloniale se caractérise par une faible densité de population. Bien que le commerce à longue distance y soit déjà important au temps de l'Empire du Ghana au X^e siècle, la plupart des paysans vivaient à l'écart de cette économie du commerce à longue distance. La société sénégalaise précoloniale se caractérise comme régime du lamanat, où le *lamane*, maître de terre, était chef de la communauté locale. Le *lamane* est celui qui, venu pour la première fois sur cette terre, brûla la brousse, celui à qui les esprits de la terre accordent le droit d'y vivre. Quand le premier *lamane* meurt, ses descendants lui succèdent. Le *lamane* affecte alors la terre aux paysans venus par après. Ces paysans y mettent le feu, défrichent les champs, et travaillent ces

terres pour nourrir leurs familles. Le travail crée le droit de bénéficier de ses fruits et renouvelle le droit de possession de la terre en question. Ainsi les paysans avaient le droit d'usufruit et de possession. Mais la terre n'était jamais aliénable, parce que la terre appartenait aux esprits.

Le *lamane* ne possédait pas de pouvoir absolu sur son peuple, comme c'était le cas pour les *datu*s philippins. À l'aide des esprits de la terre, le *lamane* protège les paysans, et garantit leur prospérité. En contrepartie, les paysans payent un certain tribut d'une valeur symbolique [Pélissier 1966, 124-125; Mbaye 1975, 46-47]. Au XIX^e siècle, dans certaines régions de la Sénégambie, des rois dominaient les *lamanes*, et exerçaient des pouvoirs plus centralisés. Pourtant, leur rôle n'était pas très différent de celui des *lamanes* : ils se faisaient protecteurs de ces peuples, mais n'étaient jamais des souverains absolus, sauf qu'ils réclamaient aux paysans des tributs plus lourds.

(3) Systèmes fonciers d'usufruit et structures sociales

Les systèmes fonciers précoloniaux de ces pays montrent une certaine similarité. La terre elle-même appartient aux esprits de manière que les êtres humains ne puissent se l'approprier, mais seulement exercer un droit d'usufruit sur son exploitation. Dans ce système, le contrôle des terres est hiérarchisé : le chef local affecte les terres aux paysans, tout en leur garantissant spirituellement et matériellement la prospérité et en les protégeant politiquement, alors que les paysans lui offrent un certain tribut et un soutien politique. Mais, malgré la hiérarchie, ce sont toujours les paysans qui sont les propriétaires du fruit de leur travail dans les champs. Dans les deux sociétés, il existait des esclaves

tout en bas de la hiérarchie, mais avec des différences significatives : aux Philippines, les esclaves étaient ceux qui, démunis de tous les moyens de vivre, dépendaient des autres, tandis qu'au Sénégal, il s'agissait de ceux qui avait perdu tout lien avec leur lignage d'origine. Dans les deux cas, les esclaves s'intégraient au groupe familial d'accueil.

Autre différence notable, aux Philippines, le sujet endetté demandait à un *datu* de faire de lui son esclave et s'engageait en contrepartie à mettre en gage son terrain cultivé. Ce principe mène directement aux périodes ultérieures où l'on constate une concentration des terres aux mains des chefs locaux. Par contre, au Sénégal, le sujet endetté était contraint de travailler pour le chef, et de donner une partie ou la totalité de sa production, mais jamais son terrain cultivé. Certes, au XIX^e siècle, surtout dans le nord du pays, où l'autorité des rois s'affirmait plus qu'ailleurs, ces rois confisquèrent les terres des *lamanes* pour les affecter à leurs vassaux. Mais dans tous les cas, le droit de culture des paysans n'était jamais remis en question.

3. Evolution sociale et foncière sous la colonisation

(1) Evolution sociale et foncière aux Philippines

Avec la colonisation de l'archipel philippin en 1565, les Espagnols introduisirent le système d'*encomienda* : le roi accorda aux colons le prélèvement du tribut des indigènes qu'il leur affectait afin de leur assurer les revenus nécessaires. Afin de faciliter la collection des tributs, les Espagnols fondèrent les *pueblos* (villes) et y rassemblèrent les indigènes, à l'encontre totale des habitudes des indigènes. D'autre

part, le roi établit le domaine royal comme *real hacienda* pour subvenir aux frais de l'administration locale. Des missionnaires vinrent aussi et réclamèrent tardivement des *haciendas* pour leur propre compte.

Comme les Espagnols profanes avaient interdiction de vivre parmi les indigènes, les *encomenderos* disparurent au début du XVIII^e siècle. Par contre le système des *haciendas* provoqua une exploitation inédite des peuples locaux, ainsi qu'une corruption accrue au sein de l'administration coloniale. C'est ce système des *haciendas* qui est à l'origine des latifundia philippins d'aujourd'hui. Pour bien contrôler ces domaines, les Espagnols demandaient aux *datos* de les surveiller. Ces chefs locaux devinrent ainsi les *inquilinos*, délégués des propriétaires. Les *inquilinos* ont acquis les terres des paysans pauvres comme gages des prêts alloués et finirent par les rassembler entre leurs mains [Corpuz, 1997: 59-60]. Par contre, les Espagnols ne montraient guère d'intérêt à s'investir dans la production agricole de l'archipel. Economiquement, ils s'intéressaient au commerce transpacifique, qui leur rapportait des bénéfices importants.

Durant le XIX^e siècle, les *inquilinos* continuaient à amasser des terres, et devenaient *principalia*, leaders politiques dans les sociétés locales. Ce sont ces élites foncières, qui menèrent la Révolution philippine en 1898. Pourtant, la révolution fut confisquée par les Américains. Afin de moderniser le monde rural pour l'adapter au marché international, le gouvernement colonial classa toutes les terres en deux catégories : terres publiques, où les ressources naturelles étaient protégées, et terres privées, où le système Torrens fut introduit. Sous ce régime, les élites foncières devinrent bourgeoisie locale, et s'allièrent au gouvernement colonial ; en profitant du système Torrens, ils obtinrent les titres légaux sur des

terres jusqu'alors inoccupées pour devenir de grands propriétaires [Wolters, 1999: 125-127]. Les propriétaires soutenaient la politique libérale américaine et constituèrent la classe dirigeante du pays. Sous ce régime, des propriétaires cherchaient à transformer leur relation avec les paysans. Jusqu'au début du XX^e siècle, la relation entre le chef local et les paysans était caractérisée comme étant une relation d'aide mutuelle du type « économie de morale », une nouvelle forme de la relation entre le *datu* et ses dépendants. A partir des années 1920, certains propriétaires cherchèrent à instaurer un système de fermage pour développer la production agricole [J. Scott, 1972: 19-30], alors que d'autres propriétaires restaient fidèles au système coutumier d'usufruit sans comprendre la notion de ce qu'est la propriété. La transformation s'accéléra après l'indépendance et avec la révolution verte ; le latifundium philippin n'a cessé de se développer entraînant un accroissement constant des inégalités économiques. Avec la modernisation, beaucoup de paysans s'endettèrent très lourdement, et perdirent leurs terres. Certains paysans ainsi démunis de terres rallièrent un mouvement communiste de plus en plus populaire et violent.

(2) Evolution sociale et foncière au Sénégal

Quand les Européens arrivent sur cette terre au XVI^e siècle, ils n'ont pas d'intérêt à la gouverner, mais seulement à s'installer sur les parties côtières pour le commerce. Par conséquent, ils n'ont pas établi d'*hacienda* dans cette région. Au XIX^e siècle, les puissances européennes commencèrent à intensifier la colonisation vers l'intérieur du continent, et y introduisirent l'agriculture commerciale pour l'exportation vers la métropole. En même temps, les

Français cherchaient à instaurer le régime de la propriété privée. Pourtant, les peuples locaux restèrent toujours fidèles aux régimes fonciers traditionnels jusqu'à l'indépendance [Gasse 1971, 14], et aucune noblesse terrienne n'a émergé.

Le pouvoir des *lamanes* était toujours fondé sur la protection des paysans. Par contre, dans l'économie coloniale, le monde rural était également dominé par les commerçants français et syro-libanais, alliés avec le gouvernement colonial. L'administration coloniale accorda aux *lamanes* un salaire en les intégrant à la hiérarchie bureaucratique et abolit la redevance que les chefs locaux avaient jusqu'alors perçue auprès des paysans. En conséquence, les chefs locaux pouvaient difficilement renforcer leur pouvoir à travers un contrôle exercé sur les terres mais plutôt à travers l'accession aux postes officiels du gouvernement colonial [Cruise O'Brien 2002, 26-27]. Avec le déclin du pouvoir des *lamanes*, les paysans démunis de numéraires pour faire face à l'économie monétaire commencèrent à louer temporairement des terres pour en retirer de l'argent. Ainsi, l'aliénation provisoire devenait tout de suite l'aliénation définitive [Geismar, 1933 : 173-174]. Pourtant, la terre pouvait se mettre en gage avec le consentement de la totalité de la famille affectataire de cette terre ; la nécessité du consentement familial empêchait le transfert des terres entre les mains des chefs locaux.

D'autre part, des chefs religieux gagnèrent en popularité, au nombre desquels Ahmad Bamba dont la secte des Mourides était devenue importante depuis le début du XX^e siècle, en coopérant avec les Français pour développer la culture de l'arachide. Les Mourides acquirent des terres pour fonder des communautés religieuses, *daaras*, où les disciples paysans travaillaient

ensemble. Mais dans ces *daaras*, au bout de quelques dizaines d'années, les terres furent divisées entre les disciples.

Dans tous les cas, malgré le déclin de l'autorité des *lamanes*, la relation entre les chefs locaux et leur peuple reste toujours réciproque. On attendait toujours des chefs qu'ils protègent politiquement et spirituellement leur peuple, qui en contrepartie apportait à ceux-ci leur soutien.

(3) Evolutions différentes

L'évolution sociale sous la colonisation diffère entre les deux pays. Aux Philippines, les Espagnols, et surtout les missionnaires, cherchaient à établir de grands domaines privés. Pourtant c'étaient plutôt les chefs locaux indigènes, les *inquilinos*, qui profitaient de la situation pour agrandir leurs possessions ; ces *inquilinos* allaient devenir la bourgeoisie philippine. Par contre, au Sénégal, la colonisation n'encourageait pas le développement d'une aristocratie terrienne. La différence provient à la fois des différences des cultures locales, et surtout de celles des systèmes fonciers, d'une part, et de celle des politiques coloniales d'autre part⁽²⁾.

Dans le système foncier dans les Philippines précoloniales, les paysans pouvaient mettre en gage les terres qui leurs avaient été affectées : quand ils n'avaient pas pu s'acquitter de leur dette, ils se faisaient déposséder de ces terres pour devenir esclave. Ensuite, sous la colonisation espagnole, les colons demandaient aux *inquilinos* de collecter de lourds tributs en numéraire sur des paysans, qui, selon la tradition, s'obligeaient à mettre en gage leurs terres usufructières. Les terres ainsi transférées aux *inquilinos* sont à l'origine du latifundium philippin, divisant la société en deux classes, noblesse terrienne et paysans pauvres.

Dans le système foncier sénégalais, où les terres étaient sous le contrôle des *lamanes*, la dette personnelle des paysans s'acquittait sans que des terres soient mises en gage. Bien que le gouvernement cherchât à introduire un régime de propriété privée, les colons ne ressentaient pas le besoin de latifundium, d'autant plus que les sources économiques des colons résidaient dans le gouvernement et le commerce des produits locaux. Même quand l'économie monétaire a déclenché la pratique de la mise en gage des terres, ni commerçants ni fonctionnaires n'eurent d'intérêt à acquérir massivement des terres pour les transformer en propriétés privées.

4. Régime économique après l'indépendance

(1) Régime économique après l'indépendance aux Philippines

En 1946, les Philippines accèdent à l'indépendance. Fondé sur un libéralisme économique de type américain, le pays restait néanmoins sous une domination néocoloniale américaine : les Philippines demeuraient fournisseur de produits primaires pour les Etats-Unis. Au début, le gouvernement encouragea l'industrialisation par substitution d'importations (I.S.I.) et favorisa la bourgeoisie locale issue de la noblesse terrienne. Mais comme cette politique menaçait les entreprises américaines, les Etats-Unis demandèrent aux Philippines d'adopter une politique plus libérale, et cela au prix des profits de la classe dirigeante de l'archipel. En 1962, malgré la résistance tenace de la bourgeoisie protégée, les Philippines acceptèrent une politique néolibérale avec une dévaluation de la devise nationale en contrepartie de prêts concédés par le FMI. C'est là l'origine de la dette

chronique toujours croissante du pays. Pourtant, l'oligarchie de la classe des propriétaires empêchait les investisseurs étrangers de s'intéresser aux Philippines.

A l'indépendance, la plupart des domaines privés étaient entre les mains de noblesse terrienne qui dominait le pays. La réciprocité n'existait plus dans la relation entre propriétaires et paysans, les inégalités s'intensifiaient. La politique d'industrialisation par substitution d'importations juste après l'indépendance connut un certain succès au milieu des années 1950 tout en alimentant les profits de la bourgeoisie parfois d'une manière relevant de la corruption. Par contre, les petits paysans peu à peu exclus du système économique, tout du moins certains d'entre eux rejoignirent les *guérilleros* communistes.

Marcos, élu au président en 1965 pour mettre fin à cette crise politique, poursuivait toutefois une politique autoritaire et violente tout en détournant des fonds publics à son profit et celui de ses proches amis bourgeois, tout en réprimant le reste des élites du pays et les paysans. Ainsi les investisseurs étrangers, absolument nécessaires au développement d'un pays sans capital, se désintéressaient des Philippines. Avec pour conséquence une détérioration continue de la situation financière du pays, qui croulait sous des dettes écrasantes. De plus, la deuxième crise pétrolière mena le pays au déficit en 1983 et en 1984 et provoqua la colère dans la population opprimée. Finalement, en 1986, la révolution EDSA éclata, le dictateur fut expulsé et un gouvernement démocratique s'installa. Pourtant, il est à noter que la nouvelle présidente du gouvernement démocratisé était issue de la famille propriétaire de la plus grande *hacienda* du pays.

Durant cette époque, malgré une situation économique difficile, la révolution verte réussit à

accroître les rendements agricoles avec des variétés de riz à haute productivité. Pourtant il s'avérait impossible d'obtenir des résultats à la hauteur de ces nouvelles variétés sans une industrialisation de l'agriculture. Ainsi, après les années 1980, le gain économique escompté fut balayé par la crise économique, et la productivité n'a plus augmenté à hauteur des espoirs suscités.

(2) Régime économique après l'indépendance au Sénégal

A l'accession à l'indépendance en 1960, le Sénégal a choisi un régime de socialisme africain. La politique socialiste était d'autant plus nécessaire que le pays était démuné de capitaux suffisants pour se nourrir ; à part les commerçants étrangers qui exploitaient les paysans, seul le gouvernement pouvait s'investir dans le développement économique. Pourtant, pour mettre en œuvre la politique socialiste, le gouvernement avait besoin du soutien des chefs locaux, parce que les dirigeants politiques issus du mouvement indépendantiste n'avaient pas d'enracinement suffisant au sein des sociétés rurales. Le nouveau gouvernement cherchait à substituer les coopératives aux commerçants étrangers, et à soutenir ces coopératives pour garantir la production agricole à travers une politique de soutien du prix des denrées. Le gouvernement mis aussi à jour, en 1964, le nouveau système foncier du « domaine national », dans lequel le gouvernement devenait « l'unique *lamane* » [Mbaye 1975: 50] sans pourtant se faire protecteur de la vie paysanne. Avec le régime du domaine national, toutes les terres sont classifiées en trois catégories : domaine national (qui représente à peu près 98 % du territoire) [Boye 1978, 34], domaine d'Etat, et domaine privé. Dans les domaines nationaux, le gouvernement, par le biais de décision de chaque

collectivité locale respective, affecte les terres aux paysans tout en laissant ces terres inaliénables. Ce sont cependant souvent les élites politiques et les chefs religieux qui ont obtenu de larges parts des terres affectées [Hesseling 2009, 258-261].

La politique de socialisme africain a toujours envisagé des difficultés, combinée à un malaise paysan, suite à des sécheresses extraordinaires, et des pannes de la machine étatique mettant profondément à mal le monde rural, entraîne le gouvernement, pour remédier à la situation, à établir différentes agences, qui au final ne font que compliquer la situation. L'échec du contrôle de la production agricole pèse alors lourd sur la politique du prix des denrées, tout en gonflant par ailleurs le déficit budgétaire.

Ainsi, la politique de socialisme africain se conclut sur arrêt total du mécanisme étatique, et l'anéantissement de la production agricole. Il est de notoriété publique que la révolution verte n'a pas réussi en Afrique ; au Sénégal la dépendance à la monoculture commerciale aliéna toute velléité d'introduire de nouvelles variétés céréalières plus productives. Face à cette crise, le gouvernement n'a eu comme seul recours en tant qu'ajustement structurel que de mettre en place une politique néolibérale, aux antipodes de celle que le pays avait exercé jusqu'alors.

(3) Régimes différents, résultats similaires

Le régime politique que chacun des pays adopta lors de son indépendance était le résultat du processus historique durant l'époque coloniale. Aux Philippines, la bourgeoisie locale, nourrie tout d'abord par les latifundia espagnols et ensuite favorisée par le gouvernement américain, devint ainsi la classe dirigeante du pays indépendant. Le libéralisme à l'image des Etats-Unis

leur permit de préserver leur profit économique. Au Sénégal, la colonisation n'a pas nourri la bourgeoisie indigène. Les militants indépendantistes devinrent les dirigeants du pays devenu indépendant, avec le soutien des chefs locaux et des chefs religieux, tous deux nourris du système colonial : les chefs locaux, d'anciens *lamanes*, s'étaient intégrés dans la hiérarchie bureaucratique coloniale et avaient travaillé avec le gouvernement colonial pour développer la culture de l'arachide.

Pourtant, les politiques que les deux pays poursuivaient étaient similaires : le gouvernement se faisait dans chaque pays l'investisseur principal du développement économique. Si cette politique est naturelle pour les pays qui à l'origine n'ont pas de capital suffisant, elle déstabilise néanmoins la société, d'une part en gonflant le déficit budgétaire et, d'autre part, en l'amenant à répondre favorablement aux pays industrialisés qui leur demandent de libéraliser le marché. Acculé dans une situation difficile, les hommes politiques développent un clientélisme, plein de corruption et de violence, pour stabiliser le pays. Le clientélisme revivifie les relations verticales traditionnelles qu'on avait pu observer dans les relations réciproques entre les chefs locaux et leur peuple à l'époque précoloniale. Maintenant, en tant que source importante de pouvoir dans les deux pays, le gouvernement généralise la corruption. Ainsi, si le clientélisme est un moyen pour les paysans pauvres de se survivre dans une situation difficile, il est aussi un moyen pour les dirigeants du pays de stabiliser la scène politique mais au détriment du financement de l'Etat.

Durant cette époque, la révolution verte a réussi aux Philippines à augmenter la productivité agricole parce que la production de riz avait toujours pour but de

nourrir les gens, tandis qu'au Sénégal la révolution verte ne s'est pas concrétisée pour de multiples raisons ; l'une des raisons se révélait être la dépendance de l'économie nationale à la culture commerciale soumise au marché international. Ici aussi, l'on constate l'effet persistant de la politique coloniale.

5. Ajustement structurel

(1) Ajustement structurel aux Philippines

Les Philippines étaient l'un des premiers pays à accepter le programme d'ajustement structurel (PAS) du FMI en 1980 sous le régime Marcos. Au début, Marcos ne le prenait pas au sérieux, tout en continuant une politique populiste et clientéliste. A la révolution EDSA en 1986, le nouveau gouvernement démocratique décida de se conformer au PAS d'une manière stricte.

Pourtant, les Philippines n'ont pas pu développer leur économie selon les attentes initiales du FMI, et les prêts accordés par celui-ci se sont renouvelés jusqu'à ce que, en 2002, le pays puisse enfin se libérer du contrôle du FMI. Le rapport du FMI énumère les facteurs qui empêchèrent la réalisation du PAS, dont ceux relevant plus particulièrement des caractéristiques propres à ce pays comme suit [IMF, 2003 : 151-160] (³) :

- 1) Un déséquilibre financier initial trop grand dû à de sérieux problèmes structurels permettant à la bourgeoisie d'exploiter les paysans sans terres.
- 2) Toujours méfiant envers le PAS, le gouvernement ne s'est pas engagé avec conviction dans les programmes recommandés par le FMI, par peur de faire disparaître les profits de la bourgeoisie, dont les parlementaires sont les représentants.

3) Le taux de recouvrement de l'impôt et le niveau de l'épargne étaient trop insuffisants, parce que les chambres étaient dominées par les riches, qui refusaient de s'acquitter de l'impôt.

4) La guerre froide empêchait les Etats-Unis d'exiger de son allié de s'engager dans des politiques peu populaires, par souci de préserver le profit des riches et par peur de nourrir un sentiment anti-américain chez les Philippines.

Dans tous ces facteurs, on voit bien que l'inégalité économique occasionnée par la distribution inéquitable des terres perturbe le fonctionnement du marché. La nécessité d'une redistribution des terres aux petits paysans était reconnue comme nécessaire depuis l'époque américaine, mais la résistance de la classe des propriétaires l'a toujours empêchée. La démocratisation en 1986 fournit une nouvelle occasion pour un programme de redistribution des terres aux petits paysans : Comprehensive Agrarian Reform Program (CARP). Pourtant, au bout d'une vingtaine d'année du CARP, seuls les domaines publics et protégés ont été redistribués et les grandes propriétés restent presque intactes.

(2) Ajustement structurel au Sénégal

Au Sénégal, le PAS commença en 1981. La Banque Mondiale et le FMI imposèrent la dissolution de la plupart des entreprises publiques, qui soutenaient la production agricole. Ils préconisèrent aussi le régime de la propriété privée pour favoriser une agriculture performante, et surtout des exploitations agricoles à grande échelle. Après hésitations, le pays adopta la politique néolibérale. Pourtant, la suppression des entreprises publiques n'a pas sauvé le pays couvert de dettes, mais a plutôt ruiné la production agricole. En ce

sens, le PAS n'a pas fonctionné comme prévu. Le rapport du FMI énumère comme suit les facteurs propres aux caractéristiques du pays, qui ont empêché, selon lui, la mise en œuvre du PAS de donner les résultats escomptés [IMF, 2003 : 177-178] ⁽⁴⁾ :

- 1) Un déséquilibre financier initial trop important, dû à des problèmes structurels de fond.
- 2) Un gouvernement, toujours méfiant vis-à-vis du PAS qui, selon lui, pouvait provoquer une révolte populaire ou entraîner la défaite du pouvoir aux élections. Le gouvernement vigilant donc ne s'est pas engagé avec conviction dans le processus du PAS.

Ces facteurs sont identiques à ceux du cas philippin ; mais dans le pays sud-est asiatique, ils tiraient leur origine dans la domination économique de la classe des propriétaires. Au Sénégal, le déséquilibre financier trouve sa source dans l'investissement gouvernemental pour lancer une économie indépendante. De là résulte la vigilance du gouvernement socialiste vis-à-vis de la politique néolibérale, afin de défendre son authenticité politique auprès de la nation.

Malgré leurs efforts, les socialistes ont perdu la présidentielle de l'an 2000. Depuis, le nouveau président favorise la politique néolibérale que recommande la banque mondiale, et demande aux hauts fonctionnaires, aux hommes politiques ainsi qu'aux dirigeants du monde des affaires d'acquérir des terres d'au moins 20 hectares pour les mettre en valeur. De même, dans les zones péri-urbaines et les zones du delta du fleuve Sénégal, l'accaparement de terres s'accélère au détriment des petites exploitations sans que ces terres soient valorisées.

(3) Ajustement structurel dérangé par des facteurs similaires

Dans l'un et l'autre pays, l'ajustement structurel n'a pas redressé pour autant l'économie nationale. Les deux pays partagent deux causes similaires à cet état de fait, à savoir un grand déséquilibre initial du financement de l'Etat et une méfiance gouvernementale envers le FMI, dans les deux cas occasionnés par l'initiative gouvernementale pour le développement économique.

Pourtant, des différences sont notables entre les deux pays. Aux Philippines, le PAS était bloqué par la bourgeoisie, qui se trouvait être la classe des propriétaires, d'où la nécessité d'une réforme agraire pour la poursuite d'une politique néolibérale. Au Sénégal, par contre, le PAS visait à généraliser le régime de la propriété privée pour une plus grande concentration des terres. Ainsi, bien que dans les deux cas, le gouvernement chercha à généraliser le régime de la propriété privée, cette politique eut pour but de donner les terres aux petits paysans aux Philippines, et de les abandonner aux mains des capitaux (y compris des entreprises étrangères) au détriment des petits paysans au Sénégal.

Pourtant, le résultat du CARP aux Philippines montre que les inégalités économiques persistent du fait de l'échec du partage des terres des grands propriétaires. Cette situation aux Philippines n'est pas sans projeter une ombre pessimiste sur les effets de la réforme foncière qu'entreprend le gouvernement sénégalais : avec l'accaparement de terres concentrées entre les mains de l'élite, celle-ci ne va-t-elle pas tenter de préserver ses profits en menant une politique pour empêcher la libéralisation de l'économie ?

Dans tous les cas, le dysfonctionnement du PAS a été engendré par les problèmes auxquels sont confrontés le système social, problèmes qui non seulement

remontent au temps précolonial, mais encadrent et sécurisent la vie quotidienne du peuple encore aujourd'hui. De ce fait, les mesures néolibérales étaient vouées à se heurter à la résistance populaire passive ou active.

6. Etats actuels

(1) Etat actuel aux Philippines

Malgré la démocratisation, la situation politique instable suite aux coups d'Etat répétés a empêché les investissements étrangers durant les années 1990. Pourtant, les Philippines ont pu s'affranchir de l'influence néfaste de la crise financière asiatique de 1998, et faire preuve d'une croissance économique plus ou moins forte depuis le milieu des années 2000. Cette évolution doit beaucoup à la fois à l'investissement étranger croissant (surtout le développement des sous-traitances d'entreprises étrangères) et aux envois de fonds par des émigrés philippins travaillant à l'étranger. Avec ce capital enrichi, la croissance économique opère surtout dans le secteur des services.

Mais, selon le rapport de la Banque Asiatique du Développement, cette croissance économique est principalement captée par les classes fortunées, alors que les classes moins aisées en bénéficient beaucoup moins [ADB, 2009]. En effet, si les indicateurs macro-économiques du pays s'améliorent à partir des années 2000, l'incidence de la pauvreté croît et le coefficient GINI reste constant depuis les années 1990 : de ce fait, la population vivant en dessous du seuil de pauvreté ne varie pas, voire même augmente. La pauvreté touche plus les populations rurales. Le résultat modeste du CARP est sans doute lié à cette situation.

Par conséquent, malgré une histoire mouvementée, de la dictature à la démocratisation, la domination de la classe des propriétaires n'a jamais été menacée jusqu'à aujourd'hui. Le résultat banal du CARP témoigne de la ténacité de l'héritage colonial.

(2) Etat actuel au Sénégal

Avec l'échec de la politique socialiste et celui de la politique néolibérale, le Sénégal reste toujours parmi les pays pauvres, même s'il se trouve dans une situation relativement meilleure par rapport aux pays voisins. Certes, la stabilité politique du pays, sans guerre civile, ni dictature cruelle, a généré un bon climat pour les activités économiques. Mais, en raison des effets de la politique néolibérale, les performances macro-économiques restent stagnantes : non seulement durant les années 1990 mais jusqu'au milieu des années 2000, le PIB ne développe pas, alors que le taux de pauvreté s'aggrave. La hausse du PIB depuis les années 2000 est due à l'incitation du secteur des services, alors que la production agricole reste toujours floue et que le déficit budgétaire s'accroît toujours.

Afin d'encourager la production agricole selon les principes néolibéraux, le gouvernement cherche à promouvoir l'appropriation à grande échelle des terres par les hauts personnages. Ainsi, des industriels, de hauts fonctionnaires, et des hommes politiques, ont-ils acquis des terres en grande quantité. Mais la concentration des terres de grandes surfaces entre les mains d'une minorité riche n'a guère stimulé l'investissement dans l'agriculture : la plupart de ces terres restent non valorisées en raison de la faible compétitivité internationale des produits de l'agriculture commerciale ainsi que des contraintes imposées à l'exportation de ces produits telles les certificats de qualité.

(3) Performances différentes des deux pays

Les deux pays présentent des évolutions similaires après l'indépendance. Pourtant, depuis le milieu des années 2000, l'économie philippine fait preuve d'une croissance significative alors que celle du Sénégal stagne. Quelle est la raison à une telle différence ?

L'un des facteurs, qui ont permis à l'économie philippine de se développer, c'est l'accumulation de capitaux parmi les entreprises philippines. Certes, cette croissance a produit un effet sur la pauvreté par l'absorption de la main-d'œuvre rurale dans les secteurs émergents. Pourtant, le niveau élevé de l'indice Gini laisse à penser que cet effet reste limité, et beaucoup de populations rurales sont délaissées par la croissance économique. Quant au Sénégal, où l'économie reste en grande partie entre les mains des entreprises étrangères, même ce type de croissance économique n'est pas possible.

D'autres pays sud-est asiatiques, tels la Malaisie et la Thaïlande, connurent une forte croissance économique à partir des années 1990, bien qu'ils aient un système foncier précolonial similaire à celui des Philippines. La croissance économique était déclenchée dans ces pays par l'introduction des investissements étrangers et surtout ceux des capitaux japonais après les accords du Plaza (les accords conclus en 1985 entre les Etats-Unis, le Japon, le RDA, le RU et la France, qui obligea le Japon à diminuer les excédents commerciaux ; par ces accords, beaucoup d'entreprises japonaises transfèrent leurs usines dans les pays sud-est asiatiques où la main-d'œuvre coûtait moins chère qu'au Japon). La situation politique stable de ces pays favorisait les investissements. Pourtant, l'instabilité politique ainsi que la corruption aux Philippines a contrecarré les

investisseurs étrangers avant que la stabilisation du pays à partir du milieu des années 2000 ne crée un climat favorable aux investissements étrangers. Pourtant, l'inégalité sociale persistante pourrait déjouer la réduction de la pauvreté, comme c'était toujours le cas depuis l'indépendance.

7. Conclusion

Les similarités et les différences dans l'histoire foncière et économique des deux pays montrent quelques traits intéressants de l'évolution du système foncier et social. Premièrement, malgré des différences culturelles, les deux sociétés comportaient un système d'usufruits, qui ensuite réclamait une relation verticale mais réciproque entre protecteur et paysans. Pourtant, il y a des différences dans les détails du système, surtout dans la pratique des prêts. Cette différence, combinée avec la différence de motivation des politiques coloniales, a produit les itinéraires divergents de l'évolution sociale, dont résultent la formation de la classe des propriétaires dans l'un, et le manque de classe des propriétaires dans l'autre. La différence économique entre les deux pays est due, au moins en partie, à la différence de l'évolution historique foncière.

Maintenant, les Philippines sont le pays dont l'économie s'est modérément développée mais avec une inégalité sociale sévère, alors que le Sénégal souffre toujours de difficultés économiques, mais avec moins d'inégalités sociales et économiques. Ici, nous avons sans doute des leçons à tirer pour le développement rural des pays en difficulté.

Notes

* La communication a été donnée au séminaire à l'EHESS « Histoire économique et sociale des campagnes (XVII^e - XX^e siècles) : Crises et changements dans les campagnes européennes », organisé par G. Béaur, P. Luna, A. Chatriot, et L. Herment, à Paris, le 6 janvier 2016. Je remercie aussi à M. Frédéric Ebrard (chargé du projet au CEEJA à Colmar) pour la relecture du texte.

(1) La pratique coutumière de l'utilisation des terres aux Philippines d'aujourd'hui nous suggère l'influence culturelle multiple : lois coutumières locales, lois coutumières de l'influence culturelle des Malais, lois musulmanes, et lois coloniales imposées par les Rois espagnols. Les *datus* étaient considérés aussi comme juges possédant des connaissances approfondies des lois coutumières. Le développement commercial de l'Asie du Sud-Est surtout à partir du XV^e siècle généralisa les lois malaises dans cette région, qui furent finalement compilées dans *les Lois de Malacca* (*Undang-undang Melaka*), publié sous l'ordre du sultan de la cité-état de Malacca (dans la péninsule malaise) au début du XVI^e siècle (le Sultanat du Malacca était le pays du peuple Malais). A cette époque, la ville était le centre des commerces internationaux de l'Asie du Sud-Est avec une hégémonie culturelle sur la région, où les commerçants venaient des quatre coins du monde ; le Malacca jouissait d'une telle prospérité qu'un navigateur portugais, Tome Pires, remarqua, lors de la conquête portugaise du sultanat en 1511, « Celui qui règne sur Malacca tient dans ses mains la gorge de Venise ». Les *Lois de Malacca* compilaient les différentes lois coutumières de cette région ainsi que les lois coraniques, afin d'arranger nombreux litiges

chez les paysans locaux et les commerçants venant de différents pays. L'archipel philippin se trouvait à la périphérie des réseaux commerciaux du Malacca, et sous son influence culturelle.

(2) L'effet de la colonisation est évident : dans les autres sociétés sud-est asiatiques, qui partagent des lois coutumières similaires, les terres n'ont pas été concentrées ; en Malaisie britannique et en Thaïlande la possession de grand domaine était prohibée, en Indonésie le gouvernement hollandais développa plutôt une politique de la culture forcée alors que la plupart des grands domaines que les hollandais avaient possédés furent répartis entre les mains des paysans locaux à l'occasion de l'indépendance.

(3) Le rapport du FMI énumère encore deux causes qui ne relèvent pas des pays eux-mêmes. La première est l'effet du sceau d'approbation : comme les prêts du FMI garantissent la crédibilité financière du pays pour les banques privées, le pays cherche à ne pas en finir avec les prêts du FMI afin d'attirer les établissements bancaires privés. La deuxième est la pluralité et le manque de définition claire des objectifs du programme, ce qui empêche d'autant plus le gouvernement à bien circonscrire les projets et a pour répercussion que le programme n'arrive que rarement à atteindre ses objectifs. La première provient du problème inhérent au système financier international, alors que la deuxième relève d'un défaut d'administration du FMI. Ces deux causes sont aussi indiquées pour le cas du Sénégal.

(4) Le rapport du FMI énumère encore trois causes non inhérentes au pays. Deux parmi ces trois sont tout à fait identique à celles présentées ci-dessus dans le cas des Philippines : l'effet du sceau d'approbation et la pluralité peu définie des objectifs du programme. La

troisième cause tient aux prévisions trop optimistes du programme que le FMI avait proposé au commencement du PAS et qui relève là encore de la responsabilité du FMI.

Bibliographie

- ADB [ASIAN DEVELOPMENT BANK] (2009) *Poverty in the Philippines: Causes, Constraints and Opportunities*.
- ALCINA, Francisco (2005[1668]) *History of the Bisayan People in the Philippine Islands / Historia de las Islas e Indios de Bisaya*, vol. III, edited by C. Kobak, OFM, & L. Gutiérrez, Manila: University of Santo Tomas Publishing House.
- BANQUE MONDIALE (2003) *Des politiques foncières pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté, résumé analytique*, Washington : Banque Mondiale.
- BOYE, Abd el Kader (1978) Régime foncier sénégalais, *Ethiophiques* (14) : 29-41, (<http://ethiophiques.refer.sn/spip.php?article645>).
- CORPUZ, O. D. (1997) *An Economic History of the Philippines*, University of the Philippines Press.
- CRUISE O'BRIEN, Donal (2002) Chefs, saints et bureaucrates : la construction de l'Etat colonial, In D. Cruise O'Brien, M.-C. Diop, et M. Diouf (dirs.), *La construction de l'Etat au Sénégal*, Paris : Karthala, p. 17-28.
- FAYE, Jacques (2008) *Foncier et décentralisation, l'expérience du Sénégal*, Londres: Institut International pour l'Environnement et le Développement, (Dossier no. 149).
- GASSE, Victor (1971) *Les régimes fonciers africains et malgaches : évolution depuis l'indépendance*, Paris : L.G.D.J.
- GEISMAR, Léon (1933) *Recueil des coutumes civiles des races du Sénégal*, Saint-Louis (Sénégal) : Imprimerie du gouvernement.
- HESSELING, Gerti (2009) Land Reform in Senegal : l'Histoire se répète ? In J. M. Ubink, A. J. Hoekema and W. J. Assies, (eds.), *Legalizing Land Rights: Local Practices, State Responses and Tenure Security in Africa, Asia and Latin America*, Leiden : Leiden University Press, p. 243-270.
- IMF [INTERNATIONAL MONETARY FUND] (2003) *Evaluation of Prolonged Use of IMF Resources*, IMF Independent Evaluation Office.
- KHASNOR Johan (1999) The *Undang-Undang Melaka*: Reflections on Malay Society in Fifteenth-Century Malacca, *Journal of the Malaysian Branch of the Royal Asiatic Society*, 72(2): 131-151.
- KERKVRIET, Benedict (1990) *Everyday Politics in the Philippines: Class and Status Relations in a Central Luzon Village*, University of California Press.
- MARTIN, Aurora (1999) Philippine Land Reform Cycles: Perpetuating U.S. Colonial Policy, *Philippine Studies*, 47(2): 181-205.
- MBAYE, Kéba (1975) Voie africaine du socialisme et propriété, *Ethiophiques*, 1 : 39-53, (<http://ethiophiques.refer.sn/spip.php?article216>).
- PELISSIER, Paul (1966) *Les paysans du Sénégal : les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Saint-Yrieix : Fabrègue.
- SCOTT, James (1972) The Erosion of Patron-Client Bonds and Social Change in Rural Southeast Asia, *Journal of Asian Studies*, 32(1): 5-37.
- SCOTT, William (1994) Prehispanic Filipino Concepts of Land Rights, *Philippine Quarterly of Culture and Society*, 22(2): 165-173.
- THOMAS, Louis Vincent (1966) *Le socialisme et*

l'Afrique, tome 2 : l'idéologie socialiste et les voies africaines de développement, Paris : Livre africain.

URICH, Peter (2003) Land Tenure History, Insurgency, and Social Forestry in Bohol, *Philippine Quarterly of Culture and Society*, 31(2): 156-181.

WOLTERS, Willem (1999) The Development of Property Rights to Land in the Philippines, 1850-1930, *In* T. van Meijl & F. von Benda-Beckmann (eds.) *Property Rights and Economic Development: Land and natural Resources in Southeast Asia and Oceania*, London: Kegan Paul International, p. 110-138.